

SOCIÉTÉ



L'URSS ou l'art de déjouer les experts

L'histoire de l'Union soviétique a toujours réservé des surprises aux experts. Ce sont maintenant les putschistes qui ont étonné par leur inconscience et leur manque de préparation. Une chose certaine : les coups d'État soviétiques ne sont plus ce qu'ils étaient. Le dernier a concrétisé l'opposition entre le sentiment de liberté qui anime l'URSS et le Kremlin.

Page 9

Gorbatchev reprend son poste

« C'est une grande victoire pour la perestroïka »

d'après AFP et Reuter

MOSCOU — Le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev a déclaré tôt ce matin que l'échec du coup de force mené contre lui par des communistes conservateurs était une victoire pour sa politique de réformes, la perestroïka.

Dans sa première déclaration publique sur ce coup de force avorté, Mikhaïl Gorbatchev a déclaré à Radio Moscou que l'échec des conjurés démontre que le peuple soviétique avait confiance en ses dirigeants.

Le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev est arrivé à Moscou tard dans la nuit hier après l'effondrement du coup d'État et la débâcle des putschistes.

Il a ajouté que la société soviétique serait allée tout droit au désastre si le Comité d'urgence qui avait pris le pouvoir lundi avait atteint ses objectifs.

« Ils n'ont pas réussi et c'est une grande victoire pour la perestroïka, a-t-il dit dans cette déclaration. Je félicite le peuple soviétique, qui a fait preuve d'un sens des responsabilités,

de dignité et de respect pour tous ceux à qui il a confié le pouvoir. »

Mikhaïl Gorbatchev a expliqué que les conjurés avaient fait cerner par des soldats sa résidence d'été, sur la Mer Noire, pendant trois jours, et qu'ils avaient essayé de le « briser ».

« La société doit savoir, le monde entier doit savoir, quelles étaient leurs intentions, ce qu'ils voulaient faire de moi, ce qu'ils voulaient de moi et qu'ils n'ont pas obtenu », a-t-il dit.

« Ce qu'ils ont tenté de faire au président et à sa famille ces jours-là, quand ils l'ont encerclé avec des soldats, sur terre et sur mer, pendant 72 heures, et qu'ils ont essayé de le briser, rien n'en est sorti. »

Il a ajouté qu'il révélerait d'autres détails sur ces épreuves dans un jour ou deux, lors d'une « large conférence ».

Mikhaïl Gorbatchev a remercié le président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine, qui a été tour à tour son allié et son adversaire ces trois dernières années, pour avoir mis en échec cette « entreprise louche ».

Le coup de force a échoué, a-t-il poursuivi, parce que six ans de perestroïka ont porté leurs fruits et modifié l'attitude du peuple soviétique vis-à-vis des « slogans séduisants ».

Les conjurés étaient une « poignée de gens pitoyables qui (...) voulaient, sous le couvert de ces slogans, en-

Voir page 4 : Gorbatchev



Mikhaïl Gorbatchev est rentré à Moscou hier soir.

■ Les leaders occidentaux jubilent

Page 7

■ Le putsch en 61 heures

Page 7

■ Euphorie à Wall Street

Page 5

■ L'éditorial de Lise Bissonnette

Page 12

PERSPECTIVES/URSS

Les militaires soviétiques sont neutralisés mais ils ne sont pas écartés

Jocelyn Coulon

LE COUP d'État militaro-policière a lamentablement échoué hier en Union soviétique. Les militaires et leurs alliés des forces de sécurité avaient visiblement mal évalué la force de résistance de Boris Eltsine et des peuples qui composent le pays. Malgré cet échec et les purges qui s'annoncent, les militaires ne sont pas complètement écartés de la scène politique.

Revenons en arrière. Dimanche soir, un comité d'urgence composé de quatre représentants des militaires et de quatre civils prend le pouvoir et déclare le président Mikhaïl Gorbatchev inapte à gouverner le pays. Le comité impose l'état d'urgence pour six mois et propose un plan de sauvetage de l'économie du pays.

Quelques heures plus tard, le premier ministre Valentin Pavlov est « hospitalisé » et remplacé par un membre du complexe militaro-industriel, confirmant ainsi la nature militaro-policière du nouveau régime. Les Russes, les Baltes, les Ukrainiens sortent dans la rue pour protester contre le régime. Boris Eltsine se retranche dans son Parlement et appelle à la résistance.

Les événements se bousculent. L'armée, qui avait pris position dans le centre de Moscou, voit certains éléments se rallier aux opposants. À Leningrad, la ville est aux mains des libéraux. Dans quelques républiques, des soldats désertent ou rejoignent le camp d'Eltsine. Des chars d'assaut roulent dans les rues de Moscou autour du Parlement russe et le sang coule, mais le calme est rétabli.

Mercredi matin, les putschistes abandonnent le pouvoir sans avoir tiré un seul coup de feu. Au moment d'écrire ces lignes on ne connaissait pas le sort des huit membres du comité d'urgence.

Il semble bien que les auteurs du coup d'État aient rapidement compris qu'il était impossible d'imposer leur pouvoir sans déclencher un vaste massacre. Devant ce constat, la junte s'est effondrée. L'aventure militaro-policière n'aura duré que 61 heures.

Si les militaires ont perdu la bataille pour le contrôle direct du pouvoir, ils n'ont pas été écartés de la structure même du pouvoir en Union soviétique. Ils vont demeurer, quel que soit le leader qui s'imposera aujourd'hui ou dans quelques mois, un pilier du régime et une force que personne ne peut ignorer.

Le complexe militaro-policière est un État dans l'État. Ses trois composantes principales ont toutes participé au coup.

L'Armée rouge, avec ses 4 millions de soldats dont 900 000 officiers subalternes et supérieurs, est le noyau du complexe. C'est aussi le maillon le plus faible, car il est au prise avec des problèmes internes nombreux. Les 2,5 millions de conscrits vivent dans des conditions pénibles et subissent la violence et les exactions des officiers. Les minorités ethniques, qui forment près de 40 % des recrues, rejettent de plus en plus cette armée dirigée par un corps d'officiers à 90 % russe. Les rixes interraciales et la violence faite aux conscrits ont causé la mort de 10 000 soldats depuis trois ans.

Malgré ces problèmes, aucune information n'a confirmé les spéculations sur une division de l'armée face au nouveau pouvoir. Les soldats ont obéi aux ordres et la vitesse avec laquelle le coup de force s'est effondré n'a pas permis de constater de réelles divisions. Certes, bien des officiers sont des réformistes. Mais leurs idées libérales portent plus sur la modernisation de l'armée que sur une véritable démocratisation de la société, donc sur une réduction du

Voir page 4 : Les militaires



Des Moscovites en liesse saluent le départ des chars à la suite de l'échec du coup d'État tenté par un groupe de dirigeants conservateurs.

Mulroney louange Eltsine et défend McDougall

Manon Cornélius

de la Presse canadienne

OTTAWA — L'échec du coup d'État en Union soviétique et le retour de M. Mikhaïl Gorbatchev à la présidence de ce pays ont réjoui et soulagé le premier ministre Brian Mulroney et les chefs des deux partis

d'opposition à Ottawa.

« Les forces réactionnaires en Union soviétique ont subi une défaite majeure », a déclaré le premier ministre hier lors d'une conférence de presse, faisant écho aux propos du chef libéral Jean Chrétien et du leader néo-démocrate Audrey McLaughlin.

Les trois chefs ont félicité la po-

pulation soviétique pour son courage et son engagement. Mais la plupart des louanges de M. Mulroney sont allées au président de la république russe Boris Eltsine.

« Une grande part du crédit pour cette fin heureuse revient au leader extraordinaire du président, a déclaré le premier ministre. Il s'est tenu haut et fort devant l'intimida-

tion et les menaces. Il a pris position pour la défense des principes démocratiques et s'y est tenu avec courage et habileté. »

M. Mulroney a avoué avoir été impressionné par ce « rassembleur de la dissidence », ce « symbole de la résistance ».

« Il y a d'importantes leçons qui

Voir page 4 : Mulroney

Québec se montre sensible au lobby de l'école privée

Michel Venne

de notre bureau de Québec

Pagé et Robillard promettent des amendements au projet de réforme

LES MINISTRES Michel Pagé (Éducation) et Lucienne Robillard (Enseignement supérieur) se sont montrés sensibles hier aux arguments du lobby de l'école privée et ont promis que le projet de loi 141 sur l'enseignement privé serait amendé pour tenir compte de certaines de leurs critiques.

En revanche, ils ont accueilli plu-

tôt froidement les propositions des commissions scolaires et de la CEQ qui réclament un contrôle accru du réseau privé. La centrale syndicale souhaite même ultimement l'intégration de l'école privée subventionnée au réseau public. Les ministres ont fait savoir hier que cela « ne va pas dans le sens de la philosophie qui anime le présent gouvernement ».

Le projet de loi 141 fait l'objet de consultations qui se terminent aujourd'hui à l'Assemblée nationale. Le texte législatif prévoit notamment un renforcement du contrôle administratif du ministre sur l'enseignement privé et précise pour la première fois les critères imposés à une école privée qui désire être agréée aux fins de subvention et pour l'ob-

tenition d'un permis.

Les porte-parole des établissements privés, des parents d'élèves inscrits à ces écoles de même que le Conseil du patronat ont unanimement décrié le projet de loi qui annonce à leur avis une « domination bureaucratique » sur leur réseau. En résumé, on peut dire qu'ils ont réclamé hier que les contrôles qui leur

sont imposés par Québec soient maintenus au minimum tout en réclamant une hausse de l'aide financière qui leur est accordée. Jaloux de leur autonomie, ils demandent au ministre de leur faire confiance, eux dont les « institutions » ont contribué à bâtir le Québec.

Le ministre Pagé s'est ouvert hier de son intention d'amender le texte

de loi pour tenir compte de ces critiques. Il s'est engagé à « bonifier » le texte d'ici à son adoption de façon à ce que les établissements privés se sentent « confortables » avec les dispositions de la loi et que le gouvernement y trouve son compte. Il a promis des assouplissements sur les articles qui traitent : des critères à respecter pour obtenir un permis ou pour qu'une école soit agréée aux fins de subventions; au contingentement du nombre d'élèves admis

Voir page 4 : Enseignement

L'instrument de gestion par excellence:

Le Harvard français

agenda 1992 et atlas en couleur

est maintenant disponible à un prix imbattable

L'Institut supérieur de gestion

(613) 523-3333 Télécopieur: (613) 235-1115

- atlas mondial en couleur
- semaine 7 jours/2 pages
- 2 lignes/heure
- 48 lignes Action
- le mois en une page
- section 2 années
- aide-mémoire délégation
- section réunions
- section échéancier projet
- section objectifs
- section finance, chèques
- registre de téléphone
- jours fériés: 140 pays

Version unilingue ou bilingue



La crise a fait de Boris Eltsine l'homme le plus puissant de l'URSS

MOSCOU (Reuter) — La crise de cette semaine en Union soviétique pourrait faire de Boris Eltsine l'homme politique le plus puissant du pays, même si le président Gorbatchev est rétabli dans ses fonctions.

À l'annonce de la déposition de Mikhaïl Gorbatchev par des éléments conservateurs, les regards se sont aussitôt tournés vers le président de la fédération de Russie.

Après quelques heures de silence, le bouillant Sibérien est passé à l'attaque.

Il a condamné l'initiative du Comité d'Etat pour l'état d'urgence, a lancé un mot d'ordre de grève générale et a exhorté ses partisans à venir défendre le Parlement de Russie ou il s'était retranché.

Haranguant la foule juché sur un char, il est devenu le porte-drapeau de la résistance.

De Moscou à Leningrad, les centaines de milliers de personnes manifestant contre le coup de force des conservateurs répétaient inlassablement son nom.

Il est devenu l'interlocuteur privilégié des présidents George Bush et François Mitterrand et du premier ministre britannique, John Major, téléphonant à Moscou pour exprimer leur soutien aux partisans du régime de Mikhaïl Gorbatchev.

Les tenants de l'orthodoxie communiste y ont vu la confirmation du danger posé par cet anticongrèsiste, d'autant plus incontrôlable qu'il a quitté le Parti depuis juillet 1990.

La personnalité de Boris Eltsine ne laisse personne indifférent lorsque, en 1985, Mikhaïl Gorbatchev l'appelle à Moscou pour diriger le département de la Construction.

Les conservateurs voient en lui un ambitieux sans scrupule, assoiffé de pouvoir, tandis que dans les rangs libéraux, on se montre gêné par son populisme.

Mais, après des périodes de disgrâce rythmée par ses relations tumultueuses avec Mikhaïl Gorbatchev, l'irrésistible ascension de Boris Eltsine se trouve couronnée, en juin 1991, par son élection à la présidence de la Fédération de Russie avec 57 % des suffrages.

L'ingénieur de Sverdlovsk, en Sibérie, était devenu l'homme politique le plus populaire d'une Union soviétique lassée du monopole exercé depuis trois quarts de siècle par le Parti communiste.

Boris Nikolaïevitch Eltsine est né le 1er février 1931 dans une famille paysanne de la région montagnaise



Boris Eltsine s'adressant au parlement de Russie, hier matin.

de Sverdlovsk, dans l'Oural, à une période traumatisante. C'était l'époque où Staline imposait par la force la collectivisation de l'agriculture et déportait en Sibérie des milliers de paysans.

Eltsine raconte que sa famille fut obligée de quitter la terre à cause de la famine de 1933-35. Il a ensuite grandi à Sverdlovsk et a obtenu un diplôme d'ingénieur de la construction en 1955.

Il a rejoint les rangs du Parti en 1961. Deux ans plus tard il devenait ingénieur en chef et directeur d'une entreprise de construction. Entre 1976 et 1985, il dirige l'appareil du Parti dans la région de Smolensk.

Promu, en 1981, membre à part en-

tière du Comité central du PCUS, Eltsine part pour Moscou quatre ans plus tard pour diriger le département de la Construction. Il est pendant une courte période secrétaire du Comité central, avant de prendre la tête du Parti dans la capitale soviétique.

Dans son autobiographie, *Jusqu'au bout*, publiée en mars dernier à l'étranger mais pas en URSS, Eltsine parle de ses relations tumultueuses avec Gorbatchev, qu'il accuse de privilégier « les demi-mesures ».

C'est pourtant Gorbatchev qui, en 1985, le remarque et le fait venir à Moscou pour l'aider à lancer sa politique de réformes, la perestroïka, et éliminer la corruption rampante. Placé à la tête de l'appareil du

Parti dans la capitale soviétique, Eltsine se bat contre les pénuries alimentaires et la bureaucratie et il est considéré comme une des personnalités les plus en prise avec l'esprit réformateur de Gorbatchev.

Mais, en novembre 1987, il est écarté de la tête du PC de Moscou après avoir, lors d'une réunion du Comité central, dénoncé les lenteurs des réformes.

Trois mois plus tard, il perd aussi son siège de membre suppléant du Bureau politique.

Tenu à l'écart par la classe politique, il sera remis en selle par son élection triomphale aux élections législatives, en mars 1989. S'appuyant sur l'homme de la rue, sensible à sa dénonciation des privilèges, il a réussi à attirer à chacun de ses meetings une foule compacte de Moscovites enthousiastes.

En juillet 1989, il est l'un des cinq hommes choisis pour diriger le « groupe interrégional », alliance de 300 députés réformateurs considérée par certains observateurs comme un embryon possible d'opposition parlementaire.

Eltsine suscite à nouveau la controverse en septembre à l'occasion d'un voyage aux États-Unis au cours duquel il déclare notamment que le communisme est un idéal impossible à atteindre sur terre.

En février 1991, il rue encore dans les brancards en réclamant la démission de Mikhaïl Gorbatchev.

Mais en avril, les deux hommes conviennent d'enterrer la hache de guerre et d'unir leurs efforts pour créer une Union soviétique démocratique, dotée d'une économie de marché.

Boris Eltsine joue notamment un rôle actif dans la négociation d'un nouveau Traité de l'Union, cher à Mikhaïl Gorbatchev.

En dépit de cette amélioration de leurs relations, Boris Eltsine inflige un nouveau camouflet au président soviétique en refusant, en juillet, de l'accompagner lors d'un entretien avec le président Bush. Boris Eltsine, qui vient de prêter serment en tant que premier président de la Fédération de Russie élu au suffrage universel, entend marquer son indépendance et préfère rencontrer séparément le président américain.

Paradoxalement, c'est en défendant Mikhaïl Gorbatchev contre le coup de force des conservateurs qu'il pourra sans doute prétendre à ce statut d'homme d'Etat qu'il tentait d'atteindre en se démarquant du président soviétique.

◆ Les militaires

complexe militaro-industriel. Le ministère de l'Intérieur, compte environ 300 000 hommes tous voués au maintien de l'ordre dans les républiques. Ce sont ces hommes, dirigés par un des putschistes, Boris Pougov, qui terrorisaient les nationalistes baltes, géorgiens, arméniens et autres.

La redoutable police secrète, le KGB, cet autre pilier du pouvoir en URSS dont on estime qu'il est fort de 700 000 agents, a joué un rôle de premier plan dans le coup d'Etat. Ce sont des agents du KGB qui ont tenu prisonnier Mikhaïl Gorbatchev dans sa résidence d'été. Tout au long de son histoire, le KGB a été de tous les complots et de toutes les manigances. Chaque leader soviétique lui doit le pouvoir. Il semble bien que le KGB soit l'organe militaire qui fait preuve de la plus grande cohérence.

Si Gorbatchev devait prendre des mesures de rétorsion trop sévères envers le KGB et ses dirigeants, cette police pourrait lui causer autant de difficultés que la Securitate le fit en Roumanie lors de la chute de Nicolae Ceausescu. Comme la Securitate, le KGB dispose d'armes modernes face à des soldats de l'Armée rouge, mal entraînés et démotivés par les privations. Les Roumains savent aujourd'hui que les agents de leur ancienne police secrète travaillent

maintenant ouvertement pour le régime Iliescu.

Enfin, l'économie militaire en URSS absorbe annuellement plus de 18 % du produit national brut et permet de faire vivre environ 20 millions de personnes, dont les plus grands savants et les meilleurs techniciens et chercheurs.

La force du complexe militaire est donc considérable et Mikhaïl Gorbatchev, Boris Eltsine ou tout autre politicien devra compter avec eux lorsque la situation sera redevenue normale en Union soviétique.

D'ailleurs, ni l'un ni l'autre n'a parlé de réduire considérablement ce complexe. M. Eltsine, qui a comme vice-président un colonel, Alexandre Routsikoï, n'a pas cessé de courtiser les militaires et les représentants des industries d'armement.

Les purges ne manqueront pas de décimer les rangs de l'Armée rouge, du ministère de l'Intérieur et du KGB, mais de nouveaux leaders surgiront qui jureront fidélité au pouvoir civil. On sait aujourd'hui ce que vaut la fidélité dans un Etat dont la démocratie est encore à établir.

Les militaires sont neutralisés, mais le pouvoir devra composer avec les différentes institutions du complexe. Personne en Union soviétique ne peut gouverner sans eux. L'exemple roumain en fera certainement réfléchir plusieurs.

◆ Mulroney

peuvent être tirées de cette expérience. La première est qu'on ne doit jamais sous-estimer le pouvoir de la démocratie », a noté le premier ministre.

M. Mulroney a admis avoir été surpris par le retour si rapide de M. Gorbatchev. Lundi, il avait dit qu'il serait invraisemblable de voir M. Gorbatchev revenir au pouvoir dans un court délai.

Le premier ministre s'est vu obligé hier de défendre sa secrétaire aux Affaires extérieures Barbara McDougall, accusée par l'opposition de timidité et de mollesse face aux putschistes.

M. Mulroney a soutenu que Mme McDougall, lors de sa conférence de presse de mardi, avait respecté la position gouvernementale. Elle avait alors indiqué que le Canada, malgré sa sympathie pour M. Eltsine, n'appuierait pas ouvertement ses efforts et n'insisterait pas sur le retour de M. Gorbatchev à ses fonctions présidentielles.

Pour sa part, M. Mulroney refusait lundi d'accorder une quelconque légitimité au gouvernement issu du coup d'Etat.

M. Chrétien a soutenu que Mme McDougall avait implicitement reconnu la junte. De son côté, le critique libéral des Affaires étrangères Lloyd Axworthy est allé jusqu'à demander la démission de la ministre.

Mme McLachlin a qualifié les déclarations du gouvernement d'imprécises, mais elle n'a pas voulu attaquer Mme McDougall ni demandé sa démission.

« Ce n'est pas le moment de discuter d'une démission possible de Mme McDougall mais de voir ce que notre pays peut faire pour aider

l'Union soviétique à retrouver sa stabilité », a-t-elle déclaré.

Comme le chef libéral, elle a demandé au gouvernement d'accroître son aide alimentaire, technique et financière à l'URSS.

M. Mulroney a précisé que l'aide canadienne à l'URSS suspendue lundi reprendrait très bientôt, mais il n'a pas voulu s'engager à l'augmenter. Le premier ministre a dit préférer attendre le résultat des consultations que doivent mener les sept pays les plus industrialisés avec l'URSS.

À son avis, il est faux de prétendre qu'une aide financière accrue aurait permis d'éviter la tentative de coup d'Etat. Selon lui, l'URSS ne manque pas de ressources humaines et naturelles mais d'un système économique et politique adéquat. Selon lui, seule la population soviétique peut résoudre ce problème.

Ottawa a offert à Moscou en novembre dernier une marge de crédit de 150 millions \$ pour l'achat de produits alimentaires. Après la répression des mouvements autonomistes dans les pays baltes, cette aide a été suspendue pour ensuite être rétablie au sommet économique de Londres en juillet dernier. Lors du sommet, Ottawa a ajouté une autre ligne de crédit de 25 millions \$ pour de l'assistance technique.

M. Mulroney a eu des conversations téléphoniques hier avec le président américain George Bush et le premier ministre britannique John Major. Il devait communiquer avec M. Gorbatchev hier soir.

De son côté, le critique libéral Lloyd Axworthy a demandé officiellement à ce que le comité permanent des affaires étrangères se réunisse au plus tôt pour se pencher sur les derniers événements en URSS.

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

◆ Gorbatchev

trainer le peuple sur une voie qui aurait pu sauver notre société tout entière au désastre », a-t-il ajouté.

D'autre part plus de la moitié des membres de la junte qui a tenté de renverser le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev ont été arrêtés, a déclaré ce matin le premier ministre russe Ivan Silaev à la foule en liesse rassemblée devant le parlement russe.

L'arrestation du vice-président soviétique Guennadi Ianaev, qui a pris la tête des putschistes, est une « simple question technique », a-t-il ajouté en suscitant les vivats de la foule. Il a confirmé que M. Ianaev se trouvait actuellement à Moscou.

« 60 pc des dirigeants de la junte sont arrêtés, les autres sont condamnés », a déclaré M. Silaev au retour de Crimée où il s'est rendu avec la délégation envoyée pour ramener le président soviétique. Les responsables russes avaient annoncé peu auparavant l'arrestation du président du KGB Vladimir Krioutchkov, parti en Crimée avec trois autres membres de la junte, dont les ministres soviétiques de l'Intérieur Boris Pougov et de la Défense, le maréchal Dmitri Iazov.

« Les arrestations ont été effectuées avec un minimum d'efforts et notre opération en Crimée n'a pas rencontré d'opposition », a souligné M. Silaev en précisant que les membres de la junte partis en Crimée avaient été ramenés à Moscou dans

le même avion que le président soviétique. M. Krioutchkov a été placé dans un local du ministère russe de la Défense.

Il a indiqué que jusqu'à la dernière minute, les responsables russes avaient redouté que les membres de la junte, arrivés en Crimée une heure et demi avant eux, ne « déportent le président Gorbatchev quelque part ».

Après son arrestation, M. Ianaev « recevra ce qu'il a mérité » en agissant « comme un traître », a affirmé M. Silaev. « Il sera puni pour sa lâcheté », a-t-il ajouté en soulignant que le vice-président soviétique était coupable non seulement de « trahison d'Etat » mais aussi de « trahison humaine vis à vis d'un ami ».

Les dirigeants russes ont été accueillis par une foule en liesse devant le bâtiment du Parlement russe à leur retour de l'aéroport.

Dans une déclaration lue durant le principal journal d'information de la télévision soviétique, le président Gorbatchev a également affirmé qu'il « contrôlait totalement la situation ».

George Bush, qui a indiqué s'être entretenu pendant 20 minutes au téléphone avec M. Gorbatchev, avait eu la primeur de la nouvelle et, s'adressant à la presse de sa résidence d'été de Kennebunkport (Maine), avait annoncé le premier que le président soviétique « était de retour, remplissait ses fonctions prenant des décisions ».

« C'est un bon jour, un excellent jour », a déclaré le président américain qui s'est déclaré ému et s'est félicité du fait que « la démocratie et les réformes aient prévalu ».

Dans sa déclaration à la télévision, M. Gorbatchev, dont le message était lu et qui n'est pas apparu à l'antenne, a annoncé avoir donné l'ordre au chef d'état-major des forces armées soviétiques, le général Mikhaïl Moïseïev, de faire revenir les trou-

pes dans les casernes. Il n'a pas mentionné le nom du ministre de la Défense, le maréchal Dmitri Iazov, qui faisait partie des auteurs du coup.

Dans une conversation téléphonique avec un journaliste soviétique, le chef de l'Etat avait auparavant indiqué que son premier geste à son retour dans la capitale serait de remercier les dirigeants russes.

Deux délégations des directions soviétique et russe étaient parties pour la Crimée chercher Mikhaïl Gorbatchev pour le ramener à Moscou. M. Gorbatchev a expliqué qu'il avait été retenu avec son épouse Raïssa ainsi que 32 de ses gardes du corps qui lui sont toujours restés fidèles.

Le présidium du Soviet suprême (direction du Parlement) de l'URSS avait déclaré hier illégale l'éviction de Mikhaïl Gorbatchev. Il a de même jugé illégal le transfert des obligations constitutionnelles de M. Gorbatchev au vice-président soviétique Guennadi Ianaev.

L'enquête a été confiée à « un groupe d'enquêteurs », a ajouté l'agence officielle soviétique.

Le couvre-feu et la censure de la presse ont été levés, les unités militaires ramenées dans leurs casernes et les décrets des putschistes annulés. Mais on ignorait encore en fin d'après-midi ce qu'il était advenu des membres du Comité d'Etat pour l'état d'urgence, dont plusieurs sont partis par avion de Moscou pour une destination inconnue — une fuite selon M. Eltsine.

Toutefois, selon le service de presse de M. Gorbatchev qui avait repris hier après-midi ses activités, M. Guennadi Ianaev, le vice-président soviétique, qui s'était attribué les fonctions du chef de l'Etat, était toujours à 15 heures GMT dans son bureau du Kremlin.

Les Iztvestia, l'un des principaux quotidiens soviétiques, ont traité triomphalement « la réaction n'est pas passée », tandis que la télévision, contrairement à l'interrompre ses émissions, recommençait à émettre et diffusait la session du Parlement de Russie, haut-lieu de la résistance au putsch.

Entre-temps, l'Estonie et la Lettonie avaient proclamé leur indépendance. Les troupes soviétiques ont quitté hier les locaux qu'elles avaient occupé à Vilnius, capitale lituanienne.

À bord de l'avion de la direction russe parti pour la Crimée se trouvait notamment un diplomate français chargé par le président François Mitterrand d'un message de sympathie pour M. Gorbatchev, dont les Occidentaux avaient énergiquement demandé le retour au pouvoir.

Pendant ce temps, à Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN étaient réunis en session extraordinaire, alors que le Conseil européen — les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze — avait prévu de se réunir vendredi à La Haye.

Le ministre soviétique des Affaires étrangères Alexandre Bessmertnykh a déclaré que la « politique extérieure de l'Union soviétique est inchangée et que l'Union soviétique

respectera toutes les obligations et tous les traités contractés et nous pensons que tous les autres États feront de même », a dit le ministre.

À Moscou, les dernières heures du putsch avaient été agitées. Députés et membres des forces de sécurité russes retranchés avec leur président Boris Eltsine dans la Maison-Blanche, le bâtiment du Parlement russe, avaient vécu une nuit d'angoisse, s'attendant d'un instant à l'autre à un assaut des troupes d'élite du KGB.

Mais l'attaque n'avait pas eu lieu. À l'extérieur cependant, un dramatique affrontement entre militaires soviétiques et manifestants sur une barricade avait causé la mort de cinq personnes.

À l'aube, Edouard Chevardnadze, l'ancien ministre des Affaires étrangères, qui avait rejoint Boris Eltsine mardi soir dans l'enceinte du Parlement, parlait du coup d'Etat comme d'une aventure sans lendemain, tandis que le président du Parlement russe Rousslan Khazboulatov assurait : « La victoire est proche et nous vaincrons non pas dans quelques mois mais dans quelques jours ».

En fait, ce devait être dans la journée même. Une folle journée, commencée par l'annonce de la décision du Parlement russe d'envoyer la direction russe à Foros en Crimée pour y chercher Mikhaïl Gorbatchev. Peu après, Boris Eltsine annonçait au Parlement de Russie que les auteurs du coup d'Etat essayaient de s'enfuir de Moscou et demandait aux Moscovites de bloquer la route de l'aéroport de Vnoukovo.

L'agence non officielle Interfax annonçait quelques instants plus tard qu'un avion transportant les membres du Comité d'Etat pour l'état d'urgence avait effectivement décollé.

Hier soir, les défenseurs du Parlement russe, qui sert de bastion à Boris Eltsine, restaient sur leurs gardes, malgré l'échec du putsch des conservateurs communistes.

Les milliers de partisans du président russe rassemblés autour du bâtiment des bords de la Moskva étaient d'humeur enjouée après les nouvelles annonçant l'effondrement du Comité de huit membres.

Mais les barricades restaient en place et trois chaînes humaines au moins fermaient l'accès au Parlement.

Le général Constantin Kobets, chef du Comité de défense de Boris Eltsine, a fait preuve d'un mélange de circonspection et de détermination en s'adressant à un groupe de députés russes.

« Je ne suis pas encore sûr, leur a-t-il dit. Je ne serai sûr que lorsque j'aurai le peloton d'exécution qui réglera leur compte à ces canailles. C'est la seule condition que j'ai posée à Boris Nikolaïevitch (Eltsine) quand j'ai pris la direction du Comité de défense. »

CARTES D'AFFAIRES

ROBIC
Fondé en 1992

55 St-Jacques
Montréal, Québec
Canada H2Y 3K2
Télex: 05-268956
Fax: (514) 845-7874
Tél.: (514) 987-6242

Agents de brevets
d'invention
et de marques
de commerce

SWABEY
OGILVY RENAULT

AGENTS DE BREVETS ET DE MARQUES DE COMMERCE

Une Société dont SWABEY, MITCHELL, HOULE, MARCOUX & SHER et le cabinet juridique OGILVY RENAULT sont les associés

1001, boul. de Maisonneuve ouest
Montréal, Canada H3A 3C8
(514) 845-7126, Téléc: 05-24355
Facsimilé (514) 288-8389

MONTRÉAL OTTAWA

PHOTOCOPIES URGENTES?

En noir? En couleurs? De qualité? À bas prix? Vite faites?

Toutes grandeurs? Alors, adressez-vous à :

SCRIBEC 385-9400, 45, RUE JARRY EST
8h30 à 20h, Samedi 10h30 à 16h